



*Le 9 novembre 2020*

**REFERENDUM SUR LA CONSTITUTION : UN FIASCO POUR LE RÉGIME.**

**A BAS LA CONSTITUTION !  
DEHORS TEBBOUNE-DJERRAD !  
A BAS LE RÉGIME !  
LIBÉRATION IMMÉDIATE DES PRISONNIERS POLITIQUES !  
DÉFENSE DES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES !  
ASSEMBLÉE NATIONALE SOUVERAINE !**

Il ne fallait pas être devin pour prédire que le referendum susciterait le rejet massif du prolétariat et de la jeunesse d'Algérie. La seule question qui se posait, c'était de savoir dans quelle mesure les Algériens parviendraient à lever l'obstacle que constituaient les soutiens tacites ou explicites des directions des organisations syndicales et des partis se réclamant de la défense des travailleurs, à l'entreprise plébiscitaire de Tebboune.

En refusant de prendre position pour le boycott du referendum, (direction des syndicats autonomes, PT), de mener une réelle campagne dans ce but (PST), ou même en menant ouvertement campagne pour la tenue de celui-ci (direction de l'UGTA), les forces politiques soumises au régime escomptaient que le referendum se tiendrait avec un résultat permettant de légitimer l'entreprise de Tebboune. Une entreprise visant à rétablir le système, à mettre en œuvre la feuille de route consistant à réduire à néant le «hirak» par la répression massive, et à engager les réformes meurtrières contre les acquis du prolétariat.

Alors certes, le referendum a eu lieu, mais les résultats annoncés par le régime lui-même, se traduisent par un verdict sans appel: l'entreprise plébiscitaire de Tebboune et de l'appareil militaro-policier est un fiasco pour le régime. Avec une abstention de 76,3 %, largement supérieure à celle qui avait été annoncée lors de l'élection de Tebboune, les travailleurs et la jeunesse ont exprimé le rejet massif du système, cherchant même dans certaines régions à agir de façon active pour le boycott, en organisant des manifestations, en détruisant des bureaux de votes, dans un contexte de répression massive perpétrée par le régime. **Maghreb Emergent** indique le 1er novembre :

*« Une certaine retenue a entaché le vote pour la nouvelle constitution à Bouira, où, l'afflux aura été plutôt timide, avec un taux de participation de 9,91%, annoncé aux coups de 17 heures.*

*Le scrutin s'est déroulé dans une atmosphère sereine à travers les différents centres de vote de la ville. La sérénité a également entaché l'opération du vote dans les régions sud et ouest de la wilaya (Aomar, Birghbalou, Ain Bessam, Sour EL Ghozlane). Toutefois, il n'en a pas été de même pour les localités est du chef lieu de wilaya (El Adjiba, El Asnam, Bechloul, Mechedallah, Ahnif, Saharidj, Athmansour, Haizar et Ath Laziz) où l'on a signalé des urnes saccagées et des bureaux de vote fermés.*

*A Haizar et Ath Laaziz, au nord-est de la wilaya, les urnes ont été ainsi saccagées et les bureaux de vote fermés. Une grève générale a en outre été décrétée à Haizar, et a été suivie d'une tentative de marche.*

*L'initiative s'est soldée par des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre. S'ébranlant des localités d'Ath Laaziz et de Draa Lakhmis, des manifestants ont de leur côté tenté une incursion sur Bouira ville. Ces marcheurs ont vite été stoppés net par les forces de l'ordre, à quelques encablures de la cité. »*

On pourrait multiplier les exemples de ce type, dans tous le pays. Dans certaines régions, la situation était telle que le régime a dû de lui-même fermer des bureaux de vote pour éviter l'explosion. Quant à l'abstention, elle atteint des records historiques dans l'ensemble des grandes villes du pays (Alger, Bejaia, Constantine, Annaba, Sétif...). Plus marginalement, le non au référendum a recueilli environ 30 % des suffrages exprimés, mais il faut immédiatement préciser que les partis de la mouvance islamique avaient appelés à participer en votant non, s'inscrivant de fait dans le processus.

Rien n'y a fait : ni la répression, ni la débauche de meetings, ni la propagande des médias aux ordres, ni les tentatives de mobilisation des organisations satellites, n'ont permis de donner un semblant de légitimité à cette tentative de mise au pas du hirak. La pandémie elle-même, utilisée de façon cynique pour instaurer un état d'urgence permanent, n'a pas empêché les masses d'infliger un revers historique au régime.

## **UN RÉGIME ACCULÉ**

Cet échec pour Tebboune et le système, est lourd de conséquences. Incontestablement. il ne peut conduire qu'à une fragilisation de l'offensive qu'il a entreprise, d'autant que la maladie de Tebboune ne fait qu'accentuer l'hypothèque quant a la capacité du gouvernement à conduire les réformes et à mettre un coup d'arrêt définitif au combat de la classe ouvrière et de la jeunesse pour en finir avec le système. Le déroulement du referendum comme ses résultats le manifestent : le régime est incapable d'effacer le rapport entre les classes issus du mouvement initié le 22 février 2019. Le projet de convocation d'une élection législative risque d'avoir du plomb dans l'aile. Mais si les élections législatives étaient programmées, il faudrait de toute façon combattre pour exiger des dirigeants des syndicats et partis ouvriers qu'ils se prononcent sans ambiguïté pour le boycott et qu'ils l'organisent.

Le régime est acculé. La crise historique du capitalisme avec ses conséquences sur l'économie algérienne ne laisse aucune marge de manœuvre au gouvernement qui doit impérativement porter les coups les plus violents contre le prolétariat et la jeunesse. Selon le ministre de l'Énergie, les revenus pétroliers ont baissé de 41% durant les 9 premiers mois de l'année en cours. Ce qui implique aussi une baisse des recettes de la fiscalité pétrolière de 31% fin septembre.

Le journal ***El Watan*** du 7 novembre indique :

*« Si la crise sanitaire mondiale perdurait, il faudrait s'attendre à l'exacerbation de la crise économique. Certains experts prédisent déjà une quasi-faillite qui amènera le gouvernement à envisager le recours à l'endettement extérieur. Au rythme de l'amenuisement des revenus des exportations des hydrocarbures, ce sont, en effet, les prévisions du projet de loi de finances 2021 qui s'avèreront faussées en se basant sur un prix de référence du baril à 40 dollars. »*

Pour ***France Info Afrique***:

*« Le dilemme est clair : pour un prix moyen de 50 dollars le baril de pétrole, les recettes d'exportation du pays ne couvrent que 75% des importations. Or les prix du pétrole oscillent ces derniers mois, plutôt autour des 42 dollars. Ce déficit de la balance commerciale doit alors être comblé par des réserves de change qui seront bientôt épuisées. »*

Les réserves de changes en effet fondent comme neige au soleil et le pays avance inexorablement vers une situation de faillite. D'ores et déjà, le FMI prévoit une chute du PIB de 5,5% en 2020. Autant dire un effondrement sur le plan économique. A titre d'exemple, 80 % des entreprises du BTP sont aujourd'hui à l'arrêt.

Selon le site spécialisé en économie et finances ***Econostrum***, « en Algérie, le taux de chômage a dépassé 14% en 2020 »

Pour certains économistes, la dévaluation du dinar, qui a perdu 40 % de sa valeur depuis 2014, n'est plus une simple option, elle devient inéluctable, avec toutes ses conséquences sur les conditions de vie des masses (inflation, renchérissement et pénurie des produits de première nécessité). Le régime s'apprête à porter des coups d'une ampleur rarement égalée contre le prolétariat. Le projet de loi de finance 2021 prévoit une augmentation des taxes sur les hydrocarbures dans la continuité des lois de finances précédentes. Au delà, ce qui est à l'ordre du jour, c'est la suppression des subventions aux produits de première nécessité, la baisse drastique des effectifs de la fonction publique, la remise en cause du droit à la santé, et surtout dans des délais rapides, la liquidation du régime de retraite, du code du travail... Bref toutes les potions amères, suggérées par le FMI pour faire payer la crise aux masses.

Mais pour mener à bien ses contre réformes, le régime va devoir s'en prendre violemment au prolétariat et à la jeunesse. Et il risque de se heurter à un mur face à la vitalité de la lutte des classes, les mobilisations incessantes de la classe ouvrière pour ses conditions de travail dans les entreprises et plus généralement de la population pour ses conditions élémentaires d'existence.

### **MENACÉE D'UNE PAUPÉRISATION GÉNÉRALISÉE, LA CLASSE OUVRIÈRE EST CONDAMNÉE À ENGAGER LE COMBAT**

Avec un chômage endémique, (14 % de la population active), chiffre qui ne tient pas compte des ravages de la crise sur l'économie informelle, avec l'inflation massive sur les produits de première nécessité, les travailleurs basculent de façon inexorable dans une paupérisation sans précédent, ne pouvant plus établir d'arbitrage entre remplir le couffin de la ménagère et payer les factures d'électricité et de gaz.

Les plans sociaux se multiplient dans les différents secteurs de l'industrie et des transports (Air Algérie, Ports secs, Automobile, Cevital, etc.).

Pour Air Algérie par exemple, avec un déficit annuel de 500 millions de dollars, plus de 64 milliards de dinars la compagnie aérienne a décidé d'adopter un «Régime pandémie» où les employés de l'entreprise dont ceux du cargo et du catering, travailleront, désormais, à mi-temps, soit 15 jours par mois.

**El Watan** indique que selon ses sources :

*« Tous ceux qui cumulent des congés non consommés ont été, également, sommés de les apurer totalement et immédiatement, ce qui allégera dans un premier temps la masse salariale de la compagnie estimée à quelque deux milliards de dinars/mois avant de procéder à la suppression des emplois. »*

Dans ce contexte, il est impossible de recenser l'ensemble des grèves et des mouvements sociaux en cours, dans un contexte rendu extrêmement compliqué du fait de la crise du COVID mais aussi de la répression dont font l'objet les travailleurs. Nous nous contenterons ici de deux exemples révélateurs : l'entreprise MTA, filiale de MSC, et NUMILOG, filiale de CEVITAL.

#### **Concernant MTA**

MTA (Maghrébine de Transport et Auxiliaire) est une filiale de la multinationale suisse MSC. Anciennement entreprise publique, (Sonatmag rachetée par MSC en 2006), cette entreprise envisage une compression de personnel suite à la fermeture des ports secs, qui se traduirait par la suppression de milliers de postes dans les wilayas concernées et notamment de 400 postes à El Hamiz.

**El watan** rapporte :

*« Plusieurs centaines de travailleurs de l'entreprise MTA, groupe spécialisé dans l'activité des ports secs, tirent la sonnette d'alarme quant à leur situation professionnelle compromise au sein de leur entreprise. En effet, la décision notifiée par les hautes autorités ayant trait à la fermeture des*

ports secs de plusieurs wilayas a plongé des milliers de travailleurs dans l'expectative, notamment ceux du PS d'El Hamiz.

La situation qui en découle fait que les travailleurs de l'entreprise et la direction générale de MTA, filiale de la multinationale suisse Mediteranean Shipping Company (MSC) entrent dans un conflit social sans précédent [...]

[...] «Après la décision des autorités de réduire les personnels des ports secs, la direction générale a lancé une opération de purge du personnel travaillant au port sec d'El Hamiz qui vise à licencier plus de 400 employés», nous confie le représentant syndical.[...]

[...] La direction avait établi une nouvelle liste effective de 226 employés visés par ce «plan social», mais un mouvement de grève de trois jours organisé à la mi-octobre qui avait fait reculer le plan de la Direction et remis l'initiative de la direction en suspens. Selon le représentant syndical : «C'est un licenciement abusif qui ne dit pas son nom. Comment se fait-il que la direction de l'entreprise nous signifie qu'un plan social est amorcé pour cause de crise financière qui touche l'entreprise et qu'un recrutement pour des postes budgétivores est effectué par en parallèle ?» reproche notre source **qui estime que l'argument de la direction de l'entreprise qui prétend être déficitaire ne tient pas la route.** (souligné par nous)

Outre ce grief retenu contre la direction de l'entreprise, le représentant syndical évoque également **le fait que l'élaboration des listes se fait d'une manière unilatérale sans consulter le partenaire social, à savoir le syndicat de l'entreprise.** «Parmi les 226 employés dont la majorité fait partie de la classe ouvrière, il y a des travailleurs qui sont en pré-retraite, pendant que d'autres sont permanents.[...] »

*El Watan* conclut de la façon suivante : «Dans une énième plateforme de revendications, l'ensemble des travailleurs ont exigé une série de mesures, **à savoir l'annulation de la liste de la compression d'effectif, le départ des gestionnaires, la nationalisation de l'entreprise** (souligné par nous), et le retour obligatoire à la convention de l'année 2016 dont l'application est une condition sine qua non.»

Ce qui est notable ici, c'est la contradiction entre la plateforme de revendications des travailleurs qui indique explicitement **l'annulation de la liste de la compression d'effectifs, le départ des gestionnaires, la nationalisation de l'entreprise**, et la position du représentant syndical, se situant sur le terrain de la cogestion, (« **l'argument de la direction de l'entreprise qui prétend être déficitaire ne tient pas la route** »), et qui postule à la co-élaboration du plan social en reprochant à la direction de l'entreprise « **le fait que l'élaboration des listes se fait d'une manière unilatérale sans consulter le partenaire social, à savoir le syndicat de l'entreprise.** »

## Second exemple : NUMILOG

Nous sommes longuement attardés sur ce conflit qui date de juillet 2020 et qui, vu sa nature a une portée nationale exemplaire.

Dans le dernier communiqué de **Maghreb Socialiste**, nous indiquions :

« Ce dont souffrent les travailleurs de NUMILOG, c'est du mutisme atterrant de la direction des organisations syndicales, et singulièrement de l'UGTA. Après s'être muré dans un silence des mois durant, LABATCHA, secrétaire général de l'UGTA s'est contenté, devant l'écho que rencontre cette grève, de qualifier la situation de « grave » (sic). De nombreuses forces se réclamant des travailleurs en appellent haut et fort à une solidarité de principe sans fixer la moindre perspective au combat des ouvriers de NUMILOG, si ce n'est des actions locales à la base, dont on connaît les limites. Or tout le monde le sait : la solution ne peut résider que dans la prise de position claire et nette de LABATCHA pour la réintégration des licenciés de Numilog, la reconnaissance de la

section syndicale, dans la rupture de LABATCHA avec REBRAB, et l'engagement de l'ensemble de la centrale pour la prise en charge des revendications.

*Les dirigeants de l'UGTA ne le feront pas d'eux-mêmes ; il faut le leur imposer. Il faut imposer la rupture des dirigeants syndicaux UGTA et syndicats autonome avec le régime et le dialogue social. [...]La centrale en a les moyens, il faut imposer à la direction de l'UGTA qu'elle organise le combat pratique pour la prise en charge des revendications en organisant une manifestation centrale des travailleurs du groupe au siège de CEVITAL pour :*

***La réintégration immédiate de tous les travailleurs de NUMILOG BEJAÏA***

***Le respect de l'exercice syndical et la reconnaissance de la section syndicale de NUMILOG-BEJAÏA***

***La satisfaction de toutes leurs revendications socio-économiques***

***Mettre un coup d'arrêt à la politique anti ouvrière de TEBBOUNE-REBRAB ! »***

Depuis, les travailleurs de Numilog poursuivent inlassablement le combat, ils ont organisé un rassemblement devant le Palais de la justice à Bejaia mercredi 4 novembre, réprimé par les forces de l'ordre qui ont procédé à des arrestations.

Selon ***Maghreb Émergent***:

*« Révoltés par la répression, des travailleurs de Numilog soutenus par des activistes et syndicalistes locaux ont initié un sit-in devant le siège du commissariat central de la police. Ils demandent la libération immédiate de toutes les personnes arrêtées lors du rassemblement.*

*Le rassemblement réprimé a été initié par des travailleurs de Numilog à l'occasion de la séance de médiation programmée par chambre sociale du tribunal de Bejaia pour régler le conflit social qui oppose la direction de Numilog à une partie de ses employés. Un conflit qui dure depuis le mois de juillet dernier.*

*Selon Kamel Aissat, membre du comité de soutien aux travailleurs du Numilog, (et par ailleurs membre de la direction du PST ndlr), le juge a proposé aux travailleurs de Numilog de reprendre le travail individuellement et ne plus revendiquer la création d'une section syndicale. Une proposition 'surprenante' et 'illégal' s'insurge Kamel Aissat. »*

Plus qu'une proposition « surprenante » et « illégale », c'est une véritable provocation, qui n'est possible que grâce au combat acharné des dirigeants syndicaux locaux l'UGTA et accessoirement du PST, qui bandent les forces contre la montée à Alger, au siège de l'UGTA, pour exiger de la direction nationale qu'elle prenne en charge les revendications. Pourtant cette aspiration se fait jour : dès la libération des travailleurs suite au rassemblement, certains d'entre eux ont dit : « *Maintenant on va au siège de l'UGTA de la wilaya pour exiger qu'on nous affrète des bus pour aller chez Labatcha* ». Ce à quoi il a été répondu qu'il était préférable de se rendre au siège central de CEVITAL. Mais si une manifestation doit être organisée au siège central de CEVITAL, les travailleurs ne sont-ils pas en droit d'exiger de Labatcha qu'il soit présent dans une telle manifestation, autrement dit qu'il rompe sa collaboration avec Rebrab et son soutien au régime ? N'est-il pas stupéfiant de voir ces dirigeants de l'UGTA qui hier encore prétendaient oeuvrer à la « *réappropriation de l'UGTA* » avoir aujourd'hui pour seul souci de protéger la collaboration constante de l'appareil de l'UGTA avec Rebrab et le régime, telle qu'elle s'est encore manifestée à travers la dernière conférence tripartite ?

Aujourd'hui chez Numilog une avant-garde montre la voie du combat en cherchant à se saisir de ses organisations pour les mettre au service des travailleurs. Ce combat va de pair avec la nécessité d'imposer la rupture des dirigeants des organisations syndicales avec le pouvoir. A cette étape, rien n'est encore perdu pour les travailleurs de Numilog. L'échec du pouvoir à l'occasion du referendum crée une situation plus favorable. Si le régime était parvenu à ses objectifs, il y a fort à penser que les travailleurs de Numilog auraient été les premiers à en payer les frais. Or la situation ouverte

après le 1<sup>er</sup> novembre donne une opportunité pour vaincre. Pour cela, il est impératif que les travailleurs de Numilog parviennent à imposer la montée à Alger chez Labatcha, il y a urgence ! Dans ce combat ils doivent surmonter les obstacles locaux que constituent la direction de l'union locale de l'UGTA et ses alliés politiques (y compris ceux qui veulent se faire passer pour « révolutionnaires »).

En ce sens le combat de cette avant-garde chez Numilog est un exemple pour l'ensemble de la classe ouvrière du pays.

Car ce qui vaut pour Numilog ou encore pour MTA, dans un autre registre, vaut pour la classe ouvrière dans son ensemble. Comme le dit Trotsky, « *chaque revendication sérieuse du prolétariat et même chaque revendication progressive de la petite bourgeoisie conduisent inévitablement au-delà des limites de la propriété capitaliste et de l'État bourgeois* ». La revendication de la nationalisation de MTA, avancée par les travailleurs eux-mêmes, par exemple pose la question d'un gouvernement ouvrier, seul à même de satisfaire les revendications. Et concrètement, comme cela s'exprime dans le conflit de NUMILOG, le combat pour en finir avec le régime et pour la satisfaction des revendications ouvrières et démocratiques suppose d'imposer la rupture des dirigeants syndicaux avec le gouvernement et le pouvoir. Car c'est bien la collusion de ces derniers avec le système qui constitue le principal obstacle à la chute du régime.

## **LE PRINCIPAL OBSTACLE : COLLUSION DES DIRIGEANTS DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES AVEC LE POUVOIR**

Pour ce qui est de la direction de l'UGTA et de son secrétaire général actuel, à la faveur du reflux du combat pour la réappropriation de la centrale, il est parvenu à conforter pour un temps le syndicat dans une fonction de courroie de transmission du régime. Sa participation à la tripartite du mois d'août, en présence de Rebrab lui-même, l'engagement de la centrale dans la campagne du Oui au referendum, le refus de prendre en charge les revendications des ouvriers de Numilog, suffisent pour illustrer le degré d'intégration de la direction du syndicat au pouvoir. Mais il faut immédiatement apporter des précisions. La campagne pour le oui au referendum menée par Labatcha a suscité un rejet incontestable de la base du syndicat. Dans certaines réunions publiques, quand elles ont pu se tenir, il a été vertement interpellé par des syndicalistes, et les meetings n'ont pas drainé de foule. Il existe en réalité un abîme entre la direction de l'UGTA et les syndiqués de la base. Ce qui se passe à Numilog en est l'illustration criante, et il est notable que malgré la politique de la direction de la centrale, dans bien des entreprises, les travailleurs cherchent à ce saisir de leur syndicat et même à créer des sections d'entreprises ou d'établissements.

Le combat pour la réappropriation de la centrale a certes connu un reflux, trahi par ses propres initiateurs, mais il ne fait guère de doute qu'il se posera de manière accrue à la faveur du développement de la lutte des classes.

Quant aux syndicats autonomes, en particulier dans l'enseignement et dans la santé, ils n'ont cessé de s'inscrire dans le dialogue social, les uns pour préparer la rentrée scolaire, les autres pour accompagner le gouvernement dans le cadre du développement de la crise sanitaire notamment.

Nous avons évoqué la réforme de la santé et la position du responsable du SNSP, agissant comme un aiguillon pour la mise en œuvre de ce projet meurtrier.

Alors même que la pandémie fait des ravages au sein des populations laborieuses, au point que certains patients décèdent à l'entrée des hôpitaux surchargés, alors que les officines privées, pharmacies et cliniques se gavent en vendant des tests non remboursés à des prix exorbitants, aucun combat conséquent n'est engagé par les dirigeants des syndicats autonomes dans la santé. Les revendications avancées par les travailleurs de la santé sont pourtant claires : des masques, du matériel de protection, du personnel en renfort immédiatement ! Halte aux profiteurs de la pandémie ! Gratuité des soins, des tests, des médicaments ! Nationalisation sans indemnité ni rachat des laboratoires et cliniques privées ! Les personnels soignants sont aujourd'hui au bord de la rupture et subissent la répression quand ils essaient de dénoncer la politique criminelle du régime en

matière de prise en charge de la crise sanitaire. A Jijel, où la situation sanitaire est tragique, par exemple, un directeur de centre hospitalier a été suspendu par le Wali parce qu'il a eu l'audace de dénoncer les conditions dramatiques dans son établissement. Cela a suscité l'indignation des personnels qui se sont immédiatement mobilisés pour la levée des sanctions.

La rentrée scolaire se fait dans des conditions tragiques pour les élèves et les enseignants. Partout il y a des mobilisations de parents d'élèves, d'enseignants pour défendre le droit aux études dans des conditions sanitaires sécurisées. Aucune distanciation, pas de gel hydroalcoolique, des locaux délabrés, mais là aussi, les syndicats de l'éducation n'engagent aucun combat centralisé contre le gouvernement. Pourtant tout indique que le régime est fébrile. Sous prétexte de COVID, il a encore décidé de reporter la rentrée universitaire par crainte des mobilisations de la jeunesse estudiantine.

Dans la continuité des élections présidentielles, les directions des organisations syndicales se sont positionnées soit dans un soutien implicite au régime en refusant de se prononcer pour le boycott du referendum, soit ont apporté un soutien explicite au pouvoir comme a pu le faire Labatcha à travers la campagne qu'il a menée pour le oui.

On ne saurait clore ce chapitre sans dire un mot du PST et du PT, même s'ils occupent une place secondaire, (voire auxiliaire), par rapport aux dirigeants syndicaux. En s'intégrant dans le cadre de la défunte alliance avec des partis bourgeois que constitue le PAD, ils ont participé pleinement à l'entreprise visant à établir un pont avec le régime à travers la revendication d'un « dialogue pour une transition démocratique », allant jusqu'à faire disparaître la revendication d'une assemblée nationale ou constituante souveraine au profit du fameux « processus constituant ». Cette politique a joué son rôle avec notamment l'élection de Tebboune, contre laquelle ils n'ont mené aucun combat. Aujourd'hui, le FFS a signé l'acte de décès du PAD en décidant de quitter cette alliance contre nature pour se repositionner dans la perspective éventuelle des élections législatives.

**L'Avant-Garde** du 7 novembre rapporte :

*« Qualifiant d'«échec» l'initiative du Pacte pour l'Alternative Démocratique (PAD), le Front des forces socialistes (FFS) a annoncé, ce vendredi 6 novembre 2020, lors d'une conférence de presse animée par son premier secrétaire Youcef Aouchiche, à Alger, avoir «pris la décision de quitter le PAD».[... ] Se disant «déterminé à poursuivre son combat pour la réalisation de cet objectif en œuvrant à construire un rapport de force favorable au changement», le FFS a annoncé la tenue, «en décembre prochain, si les conditions le permettent» d'une «convention politique nationale», à même selon lui, d'instaurer «un débat démocratique pour élaborer un projet politique pour le pays». «Ce débat concernera l'ensemble des militants et sympathisants ainsi que les personnalités politiques, les intellectuels et plus largement les citoyens qui souhaitent contribuer à nos travaux», explique Youcef Aouchiche. Et d'ajouter : «l'objectif est de rassembler tous ceux qui souhaitent un changement pacifique, démocratique et ordonné».*

Autant dire que ce parti bourgeois a décidé que le PAD avait rempli sa mission et qu'il convenait à présent que le FFS se repositionne dans la perspective éventuelle des élections législatives. Rien d'étonnant à cela !!

Le PST quant à lui s'est fendu d'un communiqué appelant au boycott du referendum, **le 30 octobre, c'est à dire deux jours avant la tenue de ce dernier.**

Dans ce communiqué, le Parti socialiste des travailleurs (PST) a appelé au boycott du référendum sur la nouvelle constitution du 1<sup>er</sup> novembre 2020. Il a, par ailleurs, plaidé pour l'élection d'une «Assemblée constituante souveraine représentative des aspirations démocratiques et sociales des travailleurs, des chômeurs, des jeunes, des femmes, des petits paysans et de tous les démunis de notre peuple».[...] Aussi, s'interrogera-t-il sur le bien-fondé de cette constitution **«sans la participation du peuple et la libre expression de la pluralité de ses opinions politiques» mais surtout «quelles avancées démocratiques et sociétales pourrait-elle introduire sans un véritable débat démocratique au sein du peuple sur un projet de société permettant la consécration effective de l'égalité des droits entre les hommes et les femmes, la promotion concrète de notre**

*identité et notre culture et mettant un terme à toute manipulation de la religion à des fins politiques ?».*

Par conséquent, pour le Parti socialiste des travailleurs, **la sortie de crise (souligné par nous)** ne se fera qu'à travers une **«Assemblée constituante élue démocratiquement, après un débat national libre dans un contexte où toutes les entraves à l'exercice effectif des libertés démocratiques sont levées, que reviendra la mission d'écrire notre constitution et proposer ensuite son adoption sous le contrôle exclusif du peuple algérien.»** (sources *l'Avant-Garde*).

Le PT quant à lui, dont nous avons assez longuement analysé les positions et notamment la tentative de repositionnement en soutien critique au régime, a été contraint de faire le constat de la déroute du referendum. Dans sa dernière déclaration L. Hanoune fait de longs développements sur la situation des masses tout en réussissant l'exploit de ne jamais citer Tebboune et le gouvernement. Elle attribue la situation au système du parti unique et évoque l'assemblée nationale constituante souveraine !

Mais sur cette dernière question, il faut éviter toute ambiguïté. Si la revendication de l'assemblée nationale souveraine peut être avancée comme une perspective, encore faut-il en préciser les modalités de convocation. Or il est clair que l'Assemblée nationale souveraine ne peut être convoquée que par les masses en lutte et l'élection de cette assemblée ne peut se faire que sous le contrôle des masses en lutte. Or de cela il n'est pas question ni pour le PT, ni pour le PST.

Pour le PST il s'agit d'une **«Assemblée constituante élue démocratiquement, après un débat national libre dans un contexte où toutes les entraves à l'exercice effectif des libertés démocratiques sont levées, que reviendra la mission d'écrire notre constitution et proposer ensuite son adoption sous le contrôle exclusif du peuple algérien.»**

Après un débat national libre ? Avec qui ? En définitive par sa déclaration le PST dévoie le mot d'ordre d'Assemblée souveraine pour se situer sur le terrain du dialogue « démocratique ».

## **LA PERSPECTIVE IMMÉDIATE: IMPOSER AUX DIRIGEANTS DES ORGANISATIONS SYNDICALES UGTA ET SYNDICATS AUTONOMES LA RUPTURE AVEC LE RÉGIME**

Le pouvoir a subi un échec cuisant à travers le rejet massif du referendum. Cela traduit la disponibilité intacte du prolétariat pour reprendre le combat pour en finir avec le régime. Encore une fois, l'obstacle majeur auquel le prolétariat est confronté, c'est la collusion des dirigeants des organisations ouvrières, partis et syndicats, avec le régime. Cet obstacle, il devra le surmonter en imposant **aux dirigeants des organisations ouvrières, partis et syndicats, qu'ils rompent avec le régime, qu'ils constituent le front unique sur l'orientation suivante :**

**A BAS LA CONSTITUTION**

**DEHORS TEBBOUNE / DJERRAD**

**A BAS LE RÉGIME**

**LIBÉRATION DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES**

**DÉFENSE DES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES**

Ainsi pourra être dégagée une perspective politique ouvrant la voie à la convocation d'une Assemblée nationale souveraine convoquée sous le contrôle des masses. C'est le combat auquel les militants regroupés autour de Maghreb Socialiste vous invitent à vous associer.

Les militants regroupés autour de Maghreb socialiste n'ont pas d'autres intérêts que ceux des masses en lutte contre le régime.

C'est pourquoi, ils militent :

- Pour la chute du régime, la satisfaction de toutes les revendications démocratiques
- En particulier l'élection d'une assemblée nationale souveraine
- Pour la satisfaction des revendications ouvrières, ce que seule permettra la constitution d'un véritable gouvernement ouvrier, en en finissant avec la domination impérialiste, expropriant les grands groupes capitalistes, organisant la production en fonction du besoin des masses
- Immédiatement, pour l'unité des rangs ouvriers, le front unique des organisations syndicales ouvrières ouvrant sur la constitution d'une centrale ouvrière unique indépendante de l'état et de la bourgeoisie, et démocratique
- Pour la constitution d'un véritable parti ouvrier
- Les travailleurs et jeunes qui partagent ces objectifs ou qui veulent en discuter sont invités à prendre contact: [maghrebsocialiste@free.fr](mailto:maghrebsocialiste@free.fr)